



PRÉSIDENTIELLE

Les programmes décryptés

Emploi, impôts, école, Europe, entreprises, environnement..., zoom sur les propositions des principaux candidats à la présidence de la République.

Les programmes n'engagent que ceux qui les lisent. L'exercice du programme présidentiel a perdu de son lustre depuis que les électeurs ont pu avoir, à différentes reprises, le sentiment que les politiques menées

n'avaient finalement qu'un lointain rapport avec celles prônées au cours de la campagne électorale. Cela a sans doute été particulièrement net avec François Hollande, dont la principale réalisation, le pacte de responsabilité et sa baisse de 40 milliards

d'euros des coûts pour les entreprises, ne faisait pas partie des engagements du candidat.

Pour autant, l'exercice de comparaison des programmes présidentiels reste utile et nécessaire. Il éclaire d'abord sur la vision du monde des différents postulants et les priorités qu'ils identifient. Les absences comme les incohérences qu'on y détecte ne sont pas les informations les moins intéressantes qu'on puisse en retirer. L'enjeu est d'autant plus significatif cette année que la candidate d'extrême droite semble susceptible de l'emporter, ce qui entraînerait une rupture majeure dans l'histoire du pays. ■ G.D.



Domenico Azzurro - Risa

DÉPENSES PUBLIQUES

Le grand écart

Quelles sont les hypothèses de croissance et de déficits publics des principaux candidats ? La question est centrale pour juger de la pertinence de leurs programmes : il est aisé en effet de promettre à la fois des dépenses supplémentaires et des baisses d'impôts. Sur ce terrain, les citoyens se voient offrir toute la palette des choix possibles.

Aucun cadrage économique au FN

Commençons par le plus simple : Marine Le Pen. Bien qu'elle affirme vouloir « remettre de l'ordre dans les finances publiques », elle n'avait pas encore présenté, à un mois de l'échéance, de cadrage économique. Son

programme est fondé sur de nombreuses dépenses supplémentaires [1], mais surtout sur l'hypothèse d'une sortie de l'euro. Ce qui permettrait de changer le statut de la Banque de France pour lui faire financer directement le déficit public. Autrement dit, pour elle, la question de l'équilibre des finances publiques ne se pose guère. Cette politique risque cependant de se traduire par un coup d'arrêt de l'activité et une austérité accrue ainsi que par une relance de l'inflation, ce qui pénaliserait le pouvoir d'achat des plus modestes.

173 milliards de dépenses par an pour Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon, de son côté, est le plus dépensier de tous, avec une hausse de 173 milliards d'euros par an des dépenses publiques, soit 8 points de produit intérieur brut (PIB). Dès 2018, il injecterait 100 milliards d'euros dans l'économie, financés par endettement, pour investir dans le logement et les renouvelables. Ces dépenses seraient en partie compensées par des recettes tirées de la lutte contre la fraude fiscale et de la hausse des impôts des plus aisés : le taux de prélèvements obligatoires passerait de 45 % du PIB à 49,2 % en 2022. Le déficit public serait porté à 4,8 % du PIB en 2018, mais grâce à l'effet escompté des mesures de relance sur la croissance, il serait censé redescendre à 2,5 % en fin de quinquennat, tandis que la dette publique reviendrait à 87 % du PIB (contre 96 % actuellement). Il y a cependant lieu de douter de l'acceptabilité d'une telle hausse des dépenses et des prélèvements. Quant aux hypothèses économiques, elles sous-estiment probablement la pression qui serait exercée tant sur les taux d'intérêt que sur les comptes extérieurs du pays.

Benoît Hamon veut, lui aussi, augmenter les dépenses, mais de façon plus limitée : 71 milliards par an sur le quinquennat, soit 3,5 points de PIB. La moitié se-

rait consacrée dès 2018 à son fameux revenu universel, le reste surtout aux domaines régaliens (sécurité, justice, défense) et aux autres dépenses sociales (allocations familiales au premier enfant, dépendance).

Ces dépenses supplémentaires seraient financées à hauteur de 5 milliards par des baisses de dépenses dans d'autres secteurs, 10 milliards seraient repris aux entreprises sur le pacte de responsabilité, 11 proviendraient de la lutte contre l'évasion fiscale et 5 d'une taxe sur les superprofits des banques. Le reste est censé provenir du surcroît de recettes engendré par le retour de la croissance. Benoît Hamon comme Jean-Luc Mélenchon ont beau se dire très écolos, ils misent tous les deux sur une croissance supérieure à 2 %. Le déficit public serait porté à 3,5 % du PIB en 2018 pour revenir à 2,7 % en 2022.

Quant à Emmanuel Macron, il veut baisser progressivement les dépenses publiques pour arriver à 60 milliards d'euros par an à l'issue du quinquennat, soit 2,7 points de PIB et, au total, 180 milliards en cinq ans. 15 milliards d'euros seraient pris sur l'assurance maladie et 10 sur l'assurance chômage, malgré les projets d'extension de celle-ci. 10 milliards seraient retirés aux collectivités locales. Il faudrait encore trouver 25 milliards d'euros sur les autres dépenses de l'Etat. Cette cure d'austérité impliquerait une diminution de 120 000 emplois (70 000 dans les collectivités et 50 000 dans l'Etat central) sur les 5,5 millions de fonctionnaires, soit - 2,2 %. Mais, compte tenu d'une croissance démographique de 0,45 % par an, cette baisse serait en réalité de 4,5 %. Non négligeable.

Emmanuel Macron veut en parallèle investir 50 milliards sur le quinquennat. Contrairement aux 100 milliards de Jean-Luc Mélenchon, il ne s'agit pas ▶

[1] Voir « Ce que Marine Le Pen nous prépare », *Alternatives Économiques* n° 366, mars 2017, disponible sur <https://le.ccx/>

► d'investissements au sens strict puisque 15 de ces milliards seraient consacrés à la formation. Le solde net de la baisse des dépenses ne serait donc plus « que » de 130 milliards sur cinq ans. Emmanuel Macron entend par ailleurs réduire les prélèvements de 20 milliards par an (10 sur les ménages et 10 sur les entreprises). Et il est le seul des principaux candidats à vouloir respecter, dès la première année, les 3 % de déficit public. Son programme s'inscrit dans la continuité de François Hollande mais, du coup, il est à craindre que ses résultats ne soient pas meilleurs...

Le cadre économique de François Fillon s'inscrit dans la lignée de celui d'Emmanuel Macron, mais avec des ambitions nette-

ment plus importantes. Il veut une baisse de 100 milliards d'euros par an des dépenses publiques, soit 4,4 points de PIB. Curieusement, les graphiques qui figurent sur son site Internet indiquent une diminution de 6,2 points de PIB, soit plutôt 140 milliards. Il veut aussi baisser les prélèvements de 50 milliards par an : 35 milliards pour les entreprises, en plus des 40 du pacte de responsabilité, et 15 pour les ménages. François Fillon ne respecterait pas les 3 % de déficit en 2017 et 2018, mais sa politique est censée permettre de revenir à un strict équilibre budgétaire en 2022. Cette approche radicale lui a certes permis de gagner la primaire de la droite, mais son programme économique manque de sérieux. ■ G. D.

sociales salariales (350 euros pour chaque salarié) distribue 7,7 milliards aux ménages..., mais la hausse de deux points de la TVA leur en prend 12 à 13 milliards ! Pour les plus riches, tout va bien grâce au doublement du plafond du quotient familial, à la suppression de l'impôt sur la fortune, à une taxation forfaitaire des revenus du capital (intérêts, dividendes...) à 30 %. Bref, gros revenus, gros cadeaux et rien contre les paradis fiscaux. Et pour les entreprises, 25 milliards de suppression de cotisations sociales patronales et 10 milliards de baisse de l'impôt sur les sociétés, ramené à 25 %. Vous me direz : avec tout ça, comment on finance la sécu et les services publics ? On ne finance pas : d'où la purge sociale du programme Fillon.

FISCALITÉ

Êtes-vous Robin des Bois ou Shérif de Nottingham ?

Si vous aimez les personnages flamboyants, les principales propositions fiscales de cette présidentielle vont vous ravir ! Côté Robin des Bois, on trouve Jean-Luc Mélenchon. Un nouveau barème à 14 tranches d'imposition est instauré pour que tout le monde contribue selon ses moyens (aujourd'hui, 54 % des Français ne paient pas d'impôt sur le revenu), avec une tranche à 90 % pour les revenus supérieurs à 400 000 euros (0,1 % des contribuables). Les niches fiscales sont revues à la baisse, un montant maximum d'héritage est fixé à un peu plus de 30 millions d'euros et la lutte contre les paradis fiscaux est prioritaire. Pour les entreprises, le taux d'impôt sur les sociétés (IS) est ramené à 25 %, mais l'assiette élargie, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) est supprimé et les bénéfices réinvestis sont moins taxés que ceux distribués en dividendes.

Chez Marine Le Pen, on aime les entreprises, mais uniquement les petites : les baisses de cotisations sociales, le taux d'impôt sur les sociétés à 24 %, l'exonération des plus-values de cession leur sont réservés. Côté ménages, un peu pour les riches : augmentation du plafond du quotient familial, baisse des droits de donation et de succession, mais on s'attaque aussi aux paradis fiscaux. Et un peu pour les pauvres avec une prime de pouvoir d'achat pour les bas revenus, financée par une contribution sociale de 3 % sur les importations de produits qui pourraient être fabriqués en France (liste à définir !). Plus une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches (jusqu'à 152 300 euros de revenu donc).

Chez François Fillon, on est plutôt Shérif de Nottingham. La réduction des cotisations

L'ISF bénéficie d'une niche de plus chez Macron

Il y a un peu de Fillon chez Macron. Les revenus du capital sont aussi taxés forfaitairement à 30 % (les plus riches en profitent plus et les patrons de PME seront tentés de se verser moins de salaires et plus de dividendes). L'ISF bénéficie d'une niche de plus, la fortune mobilière (actions, obligations, etc.), concentrée chez les plus hauts revenus, y échappant. Raison invoquée : il ne faut pas décourager les placements finançant le capital productif. Mais pourquoi alors ne pas taxer les œuvres d'art ? Une baisse des cotisations salariales de 500 euros redonne cependant du pouvoir d'achat aux ménages, dont 20 % bénéficient aussi d'une suppression de la taxe d'habitation. Côté entreprises, on est dans la continuité de la politique de François Hollande : le Cice est transformé en allègement de cotisations sociales (avec un effort supplémentaire pour les salariés au Smic) et le taux d'impôt sur les sociétés est ramené à 25 % (décidément...).

Chez Benoît Hamon, on fait le contraire de la politique de Hollande : on taxe les entreprises pour distribuer aux ménages. On

économise 10 milliards sur le Cice en établissant une liste restrictive de dépenses éligibles, on taxe les « superprofits » des banques (« une taxe sur le bilan des banques est en cours de réflexion », explique le directeur de campagne Jean-Marc Germain) et la lutte contre

l'optimisation fiscale agressive est une priorité politique forte. Il est prévu 2,3 milliards pour aider les entreprises qui engagent une baisse négociée du temps de travail et les bénéfices réinvestis sont moins taxés. Les ménages dont le revenu est inférieur à 2800 euros bruts mensuels recevront 35 milliards de pouvoir d'achat sous la forme du revenu universel, dont



Un nouveau barème d'imposition à 14 tranches serait instauré par Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Charles Macoselli - Riba

12 milliards passent par une baisse de l'impôt sur le revenu. Ceux qui empruntent pour acheter leur logement pourront réduire les remboursements du montant de la taxe foncière.

Bref, Macron fait du Hollande, Mélenchon taxe les riches, Fillon les pauvres, Le Pen favorise les PME et Hamon les ménages: chacun est là où on l'attendait. ■ Ch. Ch.

Il s'agit, pour les candidats de gauche, d'améliorer la qualité des emplois. Ils ne partagent pas non plus la vision de François Fillon et d'Emmanuel Macron qui, pour « lever la peur de l'embauche », proposent tous deux de réintroduire la barémisation obligatoire des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif. Retiré du projet de loi travail au grand regret du Medef, ce plafonnement avait soudé l'ensemble des syndicats contre lui.

Pour ou contre la démocratie sociale

Favorable à un dialogue social renforcé et aux accords majoritaires, Emmanuel Macron propose pourtant que les employeurs puissent recourir au référendum en cas d'accord minoritaire. François Fillon pousse encore plus loin : l'employeur pourrait initier cette consultation quel que soit le cas de figure. Le contournement des syndicats ne s'arrête pas là. En plus du doublement des seuils sociaux (de 10 à 20 salariés et de 50 à 100), le candidat LR souhaite supprimer le monopole des organisations syndicales au premier tour des élections professionnelles et limiter à 50 % au maximum le temps de travail pour exercer un mandat de représentant du personnel. Il veut de plus créer une instance unique du personnel qui réunisse toutes les instances existantes, une position également défendue par Emmanuel Macron. Benoît Hamon milite au contraire pour un système de cogestion à l'allemande et veut accorder un droit de veto aux comités d'entreprise sur les orientations stratégiques des grandes entreprises.

En matière de réforme du marché du travail, Marine Le Pen occupe une position singulière. Partisane du retrait de la loi El Khomri et du maintien des 35 heures, elle veut surtout un code du travail axé sur la préférence nationale. L'instaura- ▶

TRAVAIL

La guerre de la flexibilité continue

La loi travail a dessiné une frontière qui divise toujours les candidats. François Fillon et Emmanuel Macron jugent qu'il faut simplifier davantage le code du travail et donner plus de souplesse aux accords d'entreprise afin de négocier le temps de travail, condition indispensable à leurs yeux pour créer plus d'emplois. Le candidat LR veut en outre supprimer toute référence légale aux 35 heures. Travailler plus pour gagner autant, voire moins, c'est en effet une façon de réduire le coût du travail.

François Fillon refuse cependant de réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires. La mesure instaurée par Nicolas Sarkozy, puis supprimée par François Hollande, est en revanche revendiquée par Marine Le Pen. A défaut de défiscalisation, Emmanuel Macron prône, quant à lui, une exonération

des cotisations sociales sur les heures supplémentaires pour doper le pouvoir d'achat.

A l'opposé de cette poursuite de la flexibilisation du marché du travail, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon veulent abroger l'article 2 de la loi travail qui donne à l'accord d'entreprise la primauté sur l'accord de branche. Tous deux sont par ailleurs partisans d'une réduction du temps de travail pour mieux le partager et créer de l'emploi. Jean-Luc Mélenchon, avocat d'un Smic à 1 300 euros net et de l'interdiction des licenciements boursiers, et Benoît Hamon, champion du revenu universel et d'un statut unique de l'actif (mêmes droits pour les salariés et les indépendants), entendent aussi réaffirmer le primat du contrat à durée indéterminée (CDI) et taxer les contrats courts (ce que souhaite également Emmanuel Macron).

Investir pour une meilleure performance française



Jean Pisani, chargé de coordonner le programme d'Emmanuel Macron

Dans quel cadre budgétaire s'inscrit le programme proposé par Emmanuel Macron ?

Notre objectif n'est en aucun cas de procéder à une purge budgétaire, comme certains le proposent, mais bien d'investir pour créer les conditions d'une meilleure performance française, et de ramener graduellement la part de la dépense publique dans le produit intérieur brut (PIB) à son niveau d'avant la crise. Concernant la règle

des 3 % de déficit budgétaire, nous la respecterons parce que c'est responsable du point de vue national, et parce que nous nous affaiblirions dans le débat européen en ne le faisant pas. En revanche, nous aurons une discussion franche avec nos partenaires européens et avec la Commission sur la politique à suivre une fois le déficit ramené en deçà de 3 %.

Plutôt que de mettre exclusivement le cap sur la réduction du déficit, comme le recommandent les textes européens, nous voulons en effet engager un plan d'investissement de 50 milliards sur le quinquennat. Notre analyse est que nous devons profiter de la période de taux d'intérêt faibles pour investir et transformer notre régime de croissance. Avec ces 50 milliards, nous financerons la transition écologique (15 milliards d'euros), la formation d'un million de jeunes éloignés du marché de l'emploi et d'un million de chômeurs de longue durée sans qualification (15 milliards), ainsi que d'autres actions qui contribueront progressivement à réduire

structurellement la dépense publique. Cet investissement aura un certain effet de relance. Nous avons un double problème en France, un déficit de demande et un faible dynamisme de l'offre, qu'il faut traiter conjointement.

Du côté des entreprises, quelles seront justement vos priorités ?

La faible compétitivité française n'est pas aujourd'hui principalement un problème de coût, comme le présente François Fillon, mais une question de qualité. Nous proposons de consolider le Cice en le transformant, afin qu'il soit plus efficace, en allègements pérennes de cotisations sociales (à hauteur d'environ 20 milliards). Cette transformation du Cice augmentera mécaniquement les marges des entreprises et engendrera un supplément de recettes d'impôt sur les sociétés, qui sera recyclé entièrement en allègements de cotisations supplémentaires entre 1 et 1,6 Smic, où l'effet sur l'emploi est maximal. C'est une opération budgétairement neutre, qui contribuera à l'emploi.

Mais nous n'irons pas plus loin. Il n'est pas possible, au début de chaque quinquennat, de taxer les ménages pour financer des baisses de cotisations employeurs. Pour le

► tion d'une taxe additionnelle sur l'embauche des travailleurs étrangers serait censée financer l'indemnisation des chômeurs.

L'étatisation de l'Unédic ?

L'assurance chômage est, elle aussi, objet de dissensions entre les candidats. François Fillon et Emmanuel Macron sont favorables à une étatisation de l'Unédic. Ils veulent aussi des sanctions plus sévères pour les chômeurs après deux offres d'emploi refusées. François Fillon souhaite en outre rendre les indemnités chômage dégressives dans le temps, ce qui n'est pas le cas d'Emmanuel Macron. Le candidat d'En Marche ! propose en revanche que démissionnaires et indépendants puissent avoir eux aussi accès à l'assurance chômage. Sur ce dernier point, il est rejoint par Benoît Hamon.

■ Sandrine Foulon

PROTECTION SOCIALE

Santé, retraites : entre solidarité et libéralisation

En matière de santé, le diagnostic est souvent partagé entre les candidats : des restes à charge trop élevés, des déserts médicaux persistants, un système trop curatif et pas assez préventif.

François Fillon et Emmanuel Macron envisagent une augmentation de la couverture par les assurances complémentaires pour limiter le reste à charge des ménages. Mais cela implique une hausse de leurs tarifs. Tous les deux ainsi que Marine Le Pen restent en revanche muets sur les dépassements d'honoraires des professions médicales. Benoît Hamon entérine lui aussi la généralisation des complémentaires. Seul Jean-Luc Mélenchon

promet une « Sécurité sociale intégrale » qui remettrait en cause le système mixte actuel (voir page 74), mais sans indiquer selon quelles modalités on passerait de l'un à l'autre.

Contre les déserts médicaux, tous les candidats veulent des maisons de santé pluridisciplinaires. Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen préconisent en plus des mesures incitatives pour l'installation des médecins en zones sous-dotées. Benoît Hamon s'est rallié à cette option, après avoir défendu un temps le conventionnement sélectif. Or ces mesures existent déjà, mais leurs résultats sont limités. Jean-Luc Mélenchon veut

“ Un investissement de 50 milliards sur le quinquennat pour transformer le régime français de croissance ”

reste, la formation professionnelle sera profondément revue, avec un accent très fort sur la qualité, sur la transparence et sur l'autonomie des salariés. Elle coûte plus de 30 milliards. Il faut en faire un vecteur de qualité, c'est essentiel à l'heure du numérique.

Quel est le projet européen d'Emmanuel Macron ?

La montée en puissance des nationalismes économiques, le recentrage de l'administration américaine sur ses intérêts domestiques et le Brexit, qui est une des manifestations de la crise de l'Europe, vont exiger beaucoup de sang-froid des dirigeants européens. Pour l'Europe, l'enjeu est vraiment existentiel. Le prochain président de la République aura donc une très grande responsabilité, notamment celle de développer une coopération ambitieuse avec l'Allemagne et avec les autres partenaires. Nous devons être un partenaire

fort et assuré de ses propres positions, ce qui n'a pas été le cas depuis plus de dix ans. Nous ne pouvons pas demander à nos partenaires de faire des choix si nous sommes nous-mêmes trop divisés pour faire les nôtres. Pour Emmanuel Macron, l'Europe est sans ambiguïté une dimension forte de la réponse à la crise.

S'il est élu, il aura un mandat pour faire des propositions et aller de l'avant.

Nous devons prendre des initiatives pour faire de l'espace européen un vecteur de développement économique, en particulier dans des secteurs tels que le numérique ou l'énergie où le marché européen reste encore trop fragmenté pour pouvoir concurrencer les Etats-Unis ou la Chine. Nous devons être prêts à réagir fermement aux décisions du Président Trump en matière de fiscalité ou de commerce international. Et nous devons prendre des initiatives pour faire de l'euro un facteur de prospérité. Emmanuel Macron porte une proposition symbolique et forte : un budget zone euro pour investir et combattre les récessions, accessible à tous les pays qui répondront à des conditions fiscales et sociales minimales, et sous le contrôle du Parlement européen. Il y en aura d'autres. ■

Propos recueillis par Sandra Moatti et Aude Martin

créer un corps de médecins fonctionnaires rémunérés pendant leurs études en échange d'une installation en zone sous-dotée.

Etrangers discriminés

La prévention est sur toutes les lèvres. Le lien reste cependant peu fait entre santé et systèmes de production et de consommation, hormis chez Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. La politique du médicament défendue par Emmanuel Macron et François Fillon est même très favorable à l'industrie pharmaceutique, considérée surtout comme un fleuron industriel à préserver. Pourtant, seuls 5 % des médicaments mis sur le marché apportent un réel progrès thérapeutique.

François Fillon et Marine Le Pen veulent mettre fin à l'aide médicale d'Etat (AME) destinée aux étrangers en situation irrégulière.

Une telle mesure menacerait la vie de ces personnes et la santé des Français tout en entraînant une hausse des dettes non recouvrées par les hôpitaux.

Sur le cadrage des dépenses, François Fillon veut que l'Ondam (objectif national des dépenses d'assurance maladie) ne progresse que de 1,8 % par an. Emmanuel Macron prévoit quant à lui de desserrer un peu la vis avec un Ondam à 2,3 % (ce taux est passé de 2,7 % à 1,75 % sous le quinquennat Hollande). Benoît Hamon envisage aussi de relever ce niveau, tandis que Marine Le Pen reste dans le flou. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il ne veut plus d'Ondam et compte sur

la suppression des dépassements d'honoraires, les économies entraînées par la disparition des complémentaires et les rentrées d'une CSG rénovée pour financer toutes les dépenses de santé.

De 60 à 65 ans

Les retraites se sont également invitées dans la campagne. Il n'y a pourtant guère péril en la demeure : les comptes des retraites sont quasiment revenus à l'équilibre en 2016. Depuis plus de vingt ans, une série de réformes les ont remis à flot sans toutefois réduire les inégalités entre retraités ni clarifier un système très opaque.

Tous les candidats veulent conserver des retraites par répartition, mais Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen entendent revenir à 60 ans (contre 62 ans aujourd'hui) pour l'âge légal de départ, avec 40 annuités de cotisations (contre 43 en 2017). Si le FN ne dit pas comment financer ce surcoût, la France Insoumise (qui l'estime à une trentaine de milliards) table sur la hausse du nombre de cotisants liée au recul du chômage et sur une contribution financière des entreprises.



L'équipe de la maison de santé de Gilley (Doubs). Ces maisons sont plébiscitées pour lutter contre les déserts médicaux.

► A l'opposé, François Fillon veut repousser l'âge de départ à 65 ans, mais ni Benoît Hamon ni Emmanuel Macron ne touchent à l'âge légal. Le candidat socialiste veut hausser de 10 % le minimum vieillesse et favoriser les départs anticipés pour les plus exposés à la pénibilité. Le can-

didat d'En Marche ! prône, lui, une réforme systémique, avec la mise en place d'un système de retraite à points sur le modèle suédois, certes plus lisible, mais qui a une incidence sur le niveau des pensions, celui-ci dépendant fortement des évolutions démographiques.

■ Sandrine Foulon et Céline Mouzon

ENTREPRISES

Au menu : coût du travail, protectionnisme et gouvernance



Ateliers Doublet (Nord). Les candidats sont peu disert sur les moyens de restaurer la compétitivité hors-prix de l'industrie.

Philippe Huguenot - AFP

Sans surprise, l'avenir du Cice, la très controversée mesure phare du quinquennat Hollande, divise les candidats. François Fillon et Emmanuel Macron entendent le pérenniser, en transformant ce crédit d'impôt en une baisse des cotisations sociales patronales. Mais alors que le premier souhaite les alléger de 25 milliards d'euros supplémentaires, le second veut en rester au niveau atteint en 2017.

De l'autre côté, Jean-Luc Mélenchon veut supprimer le Cice et redéployer ses crédits au profit de la transition écologique et des activités « socialement utiles ».

Tandis que Benoît Hamon choisit de rogner 10 des 40 milliards du pacte de responsabilité et de conditionner le reste à des « *contreparties réelles et négociées* » avec les salariés autour d'objectifs d'emploi, de recherche, d'innovation ou de réduction du temps de travail. Marine Le Pen, quant à elle, fusionne le Cice avec les allègements de « charges »,



► **Compétitivité hors prix** : capacité d'un produit à conquérir des parts de marché indépendamment de son niveau de prix grâce à sa qualité (contenu en innovation, ergonomie, image de marque, service après-vente, etc.).

mais conditionne l'ensemble à des objectifs d'emploi.

Alors que la hausse du déficit commercial ne cesse d'inquiéter, les candidats restent peu diserts sur les moyens de restaurer la compétitivité hors-prix* des produits français. Emmanuel Macron prévoit la création d'un fonds pour l'industrie et l'innovation doté de 10 milliards d'euros, tandis que Marine Le Pen veut lancer un « plan de réindustrialisation », sans donner plus de détails. François Fillon parie sur une mise en réseau des pôles de compétitivité à l'échelle européenne, alors que les deux candidats de gauche réaffirment l'objectif des 3 % du PIB consacrés à la recherche et développement. Le « redressement productif » doit résulter aussi des 100 milliards d'investissements socialement utiles prévus par Jean-Luc Mélenchon, des 100 milliards pour la rénovation urbaine et thermique de Benoît Hamon ou des 50 milliards au service du développement des compétences, de la transition écologique et de la révolution numérique d'Emmanuel Macron.

Un Buy European Act

La commande publique est également mobilisée. Elle doit favoriser l'économie sociale et solidaire, les produits et les services écologiques et l'activité locale chez Jean-Luc Mélenchon. Elle est réservée à 50 % aux PME chez Benoît Hamon et François Fillon. Marine Le Pen ne veut l'affecter qu'aux entreprises françaises, « *si l'écart de prix est raisonnable* » ; une préférence nationale peu compatible avec les engagements européens de la France. Emmanuel Macron et Benoît Hamon déclinent de leur côté cette préférence à l'échelle européenne, avec un Buy European Act.

Tous les candidats souhaitent protéger le marché européen d'une concurrence internationale déloyale. A l'exception notable d'Emmanuel Macron, tous refusent les accords de libre-

échange en cours de discussion, même si la position de François Fillon sur le Ceta paraît plus ambiguë que sur le Tafta. Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon leur préfèrent des accords basés sur le « juste échange ».

La plupart veulent également obliger les produits importés à respecter les normes sociales et environnementales européennes. Certains prônent un contrôle des investissements étrangers : Marine Le Pen dans l'Hexagone, Emmanuel Macron à l'échelle européenne. Ce dernier prévoit aussi de créer un procureur commercial européen chargé de lutter contre le *dumping*. Tandis que Marine Le Pen souhaite un fonds souverain pour protéger les entreprises françaises.

Sur le front de la gouvernance des entreprises enfin, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se montrent les plus audacieux. Le premier interdit le versement de dividendes dans les entreprises qui licencient, impose un salaire maximum pour leurs dirigeants et module le droit de vote des actionnaires en fonction de leur durée d'engagement. Le second renforce la présence des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, en leur réservant la moitié des sièges, comme en Allemagne. Emmanuel Macron se contente de mesures incitatives, tandis que François Fillon et Marine Le Pen font l'impasse sur le sujet.

■ Marc Chevallier

ÉDUCATION

L'autonomie contre l'égalité ?

Point central de la dynamique de la société française, la question des inégalités scolaires est pourtant délaissée par François Fillon et Marine Le Pen. Emmanuel

Macron, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon proposent de mettre des moyens dès le plus jeune âge, via une réduction du nombre d'élèves par classe en maternelle et/ou en primaire. Une orientation bienvenue, les classes de primaire étant particulièrement chargées en France.

Les deux candidats de gauche sont seuls à proposer un droit plus ou moins étendu à la scolarisation dès l'âge de 2 ans, ainsi que des mesures pour favoriser la mixité sociale (refonte de la carte scolaire). Le candidat de la France insoumise y ajoute une promesse de gratuité « réelle » de l'enseignement (cantine, transport, fournitures scolaires...), ainsi que la fin du financement du privé. Le candidat du PS met, lui, en plus, l'accent sur le renforcement de la formation continue des enseignants et les aides pour le temps périscolaire (+ 25 % pour le budget d'accompagnement des communes).

Davantage d'autonomie

Emmanuel Macron et François Fillon partagent, eux, un maître mot : autonomie. Autonomie accrue des établissements, tout d'abord, en matière de recrutement des enseignants, mais aussi de projet pédagogique. Autonomie des collectivités locales, ensuite, dans l'organisation du temps périscolaire à l'école primaire. Tous deux entendent par ailleurs revenir sur la réforme du collège (rétablissement des classes bilingues et européennes, notamment) et simplifier le baccalauréat, réduit à quatre épreuves finales (Macron maintenant un contrôle continu pour les autres). Sans surprise, Marine Le Pen annonce, elle, la fin du collège unique et l'apprentissage dès 14 ans. À l'instar de François Fillon, elle veut imposer une tenue vestimentaire uniforme aux élèves et « rétablir l'autorité et le respect du maître ».

Concernant l'enseignement supérieur, tous les candidats

promettent des moyens financiers en hausse. Beaucoup veulent revoir la transition lycée-université : information accrue sur les exigences des filières pour Fillon, « *partenariats* » (Macron) et « *synergie* » (Hamon) entre secondaire et supérieur... Cela se combine, à droite, avec des formes plus ou moins assumées de sélection, fondée sur l'acquisition au lycée de prérequis qui seraient définis pour chaque cursus. Emmanuel Macron et François Fillon sont aussi d'accord pour laisser davantage de liberté ▶

MÉTHODOLOGIE

Pourquoi nous n'avons étudié que cinq programmes

Nous avons choisi de concentrer cette analyse comparée des programmes sur les cinq principaux candidats à l'élection présidentielle. Or, onze candidatures ont été déclarées comme recevables par le Conseil constitutionnel. Est-ce malhonnête de procéder à une telle présélection sur la base des résultats des sondages ? Non. Ces cinq candidats recouvrent, tout d'abord, l'essentiel des forces politiques présentes de façon significative dans le pays. Et cette comparaison donne un échantillon déjà très large de l'offre en présence.

De plus, nos contraintes rédactionnelles, déjà très fortes avec cinq programmes et cinq candidats, auraient rendu l'exercice particulièrement indigeste et probablement illisible si nous avions tenté de le mener de la même façon avec l'ensemble des candidatures en présence. Nous avons donc fait le choix de privilégier la qualité sur l'exhaustivité. Un choix bien entendu critiquable, mais celles et ceux qui voudraient (légitimement) en savoir plus sur l'offre programmatique des six autres candidats peuvent se reporter à leurs sites répertoriés ci-dessous. G. D.

► Pour en savoir plus

Nathalie Arthaud : www.nathalie-arthaud.info

François Asselineau : www.upr.fr/programme-elections-presidentielles-france

Jacques Cheminade : www.cheminade2017.fr

Nicolas Dupont-Aignan : www.nda-2017.fr

François Fillon : www.fillon2017.fr

Benoît Hamon : www.benoithamon2017.fr

Jean Lassalle : <http://jeanlassalle2017.fr>

Marine Le Pen : <https://www.marine2017.fr>

Emmanuel Macron : <https://en-marche.fr>

Jean-Luc Mélenchon : <https://jlm2017.fr>

Philippe Poutou : <https://poutou2017.org>

► aux universités, afin de définir leur offre de formation (et chez François Fillon, pour déterminer le montant des droits d'inscription en master et en doctorat).

Aider les étudiants

A gauche, l'accent est mis sur les aides financières aux étudiants, qui bénéficieraient d'une « *allocation d'autonomie* » de 800 euros par mois (Mélenchon) ou du revenu universel d'existence (Hamon). La France insoumise s'engage par ailleurs pour la gratuité des études et la « *remise en cause de la dualité entre grandes écoles et universités* ». Hamon propose, lui, une révision du premier cycle, avec suppression des cours en amphî en première année, une spécialisation disciplinaire plus progressive et une « *pédagogie renouvelée* ». Comme Emmanuel Macron, tous deux souhaitent augmenter le nombre de logements étudiants.

Enfin, concernant la recherche, Jean-Luc Mélenchon est le seul à remettre en cause, et de façon radicale, les réformes menées depuis dix ans : suppression du Haut-Conseil de l'évaluation (HCERES), de l'Agence nationale de recherche (ANR), réaffectation des fonds aux laboratoires (dotation annuelle), abrogation du crédit d'impôt recherche (que Marine Le Pen veut réorienter vers les PME et les start-up), démocratisation de toutes les instances dirigeantes (universités, CNU, Cneser)... La droite veut au contraire approfondir cette autonomisation, avec une liberté accrue de gouvernance, de recrutement des enseignants-chercheurs, et des procédures d'évaluation allégées. Entre ces deux options, Hamon propose des moyens en hausse (un milliard supplémentaire par an, création de 7500 emplois), sans remise en cause des structures actuelles de l'enseignement supérieur et de la recherche. ■ Xavier Molénat

IMMIGRATION

Un débat fermé

Dans le contexte actuel, on ne pouvait guère s'attendre à ce que la droite assouplisse ses positions sur l'immigration. Marine Le Pen veut la suppression du droit du sol comme fondement du droit de la nationalité et la sortie de la

France de la zone Schengen de libre circulation. François Fillon propose, lui, de renégocier les directives européennes afin de rétablir la « *souveraineté migratoire* » de la France. Il veut aussi élever les prérequis à l'obtention de la nationalité française ou encore instaurer un délai de deux ans de résidence pour bénéficier des aides familiales et au logement. Tous deux entendent durcir les conditions du

Un programme ambitieux pour l'Europe



Julia Cage, en charge de l'économie auprès de Benoît Hamon

Quelles sont les spécificités du programme de Benoît Hamon ?

C'est un programme innovant à la fois en termes de solidarité et de démocratie, avec le revenu universel d'existence, la présence renforcée des salariés au conseil d'administration des grandes entreprises, le 49.3 citoyen ou encore un traité de démocratisation de la zone euro. Grâce aux apports de Yannick Jadot, Benoît Hamon est également le seul candidat à proposer une vraie dimension écologique avec un net renforcement de la fiscalité carbone et un grand plan de rénovation thermique des logements. Enfin, Benoît Hamon incarne la justice sociale et la progressivité de l'impôt, là où François Fillon et Emmanuel Macron veulent réintroduire de la régressivité fiscale.

Quel est le cadrage budgétaire ?

Dès janvier 2018, le revenu universel

augmentera le salaire net reçu par tous les actifs français gagnant jusqu'à 1,9 Smic brut. Cette mesure – dont le coût est estimé à 35 milliards d'euros – autonomisera les plus jeunes, revalorisera le travail et garantira à tous une protection sociale automatique et mensualisée. Chaque Français y contribuera en proportion de ses ressources et percevra donc un revenu universel net de l'impôt sur le revenu, qui figurera sur sa fiche de paie ou sur son bulletin de revenu universel. Il n'y aura que des gagnants, aucun perdant. S'ajoutent à cela 36 milliards d'autres dépenses, par exemple destinées à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Les sources de financement sont plurielles : 10 milliards d'euros annuels du pacte de responsabilité seront réalloués au financement du revenu universel, 20 milliards proviendront de la lutte contre la fraude fiscale et 5 milliards seront issus de la taxe sur les superprofits des banques. L'effet de relance de notre programme aura également des retombées à hauteur de 30 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an en fin de quinquennat. L'activité ne redémarrera qu'avec une relance de la demande, c'est pourquoi nous nous autoriserons à ne pas respecter l'objectif des 3 % du produit intérieur brut (PIB) de déficit en 2018 – année où le déficit public atteindra 3,7 % du PIB – avant de

regroupement familial et définir des objectifs quantitatifs d'accueil (quotas ou solde).

Même chez le libéral Emmanuel Macron, le ton est à la défiance, avec une proposition de « formation linguistique » pour chaque arrivant, dont le succès conditionnerait l'obtention d'un titre de séjour de dix ans. Cette formation, est-il précisé, insisterait sur « les valeurs de la République » et « l'apprentissage

des droits et des devoirs, et en particulier du droit des femmes et de la laïcité ». Suivez mon regard...

Le sort des réfugiés ne suscite guère plus de compassion. Emmanuel Macron développe certes une vision européenne, mais celle-ci est essentiellement répressive, avec en particulier le renforcement du corps de la police aux frontières européennes (5 000 hommes) et des accords « globaux » avec les pays de dé-

part, combinant aide au développement et installation de points de contrôle pour lutter contre les passeurs.

L'approche est plus ouverte mais assez floue chez Benoît Hamon : création d'un « visa humanitaire », instauration (sur le modèle allemand) de la possibilité pour les demandeurs d'asile de travailler en attendant que l'on statue sur leur sort... Chez Jean-Luc Mélenchon, enfin, la priorité est de « permettre à chacun de vivre chez soi », ce qui passerait par la création d'une Organisation mondiale des migrations et, plus généralement, la fin des conflits et « des accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers ». En Europe, la France Insoumise veut notamment renforcer les moyens de sauvetage en Méditerranée et créer des camps d'accueil « sur le modèle de celui de Grande-Synthe ».

Lutter contre les discriminations

Les deux candidats de la gauche sont par ailleurs les plus ambitieux en matière de relance de la lutte contre les discriminations. Tous deux proposent la création d'institutions dédiées, l'un (Mélenchon) sous la forme « d'un pôle judiciaire de lutte contre les discriminations dans chaque cour d'appel », l'autre (Hamon) d'un « corps de contrôle anti-discriminations ». Dans les deux cas, un nouveau corps de fonctionnaires traiterait les plaintes individuelles et serait habilité à opérer des contrôles aléatoires, voire des *testings*, en tous lieux. Hamon et Mélenchon entendent également encadrer davantage les contrôles d'identité par la remise d'un récépissé, le candidat de la France Insoumise y ajoutant le filmage des contrôles (également promis par Emmanuel Macron) et l'inversion de la charge de la preuve en cas de suspicion de contrôle au faciès.

A droite, quand le thème n'est pas ignoré (Marine Le Pen), les engagements sont vagues : Fran-

repasser progressivement sous la barre des 3 % à l'horizon 2020.

Qu'est-ce que cela implique sur les questions européennes ?

Benoît Hamon a un programme ambitieux pour l'Europe : il propose d'établir un nouveau traité qui soit porteur de davantage de démocratie. Une assemblée démocratique de la zone euro émanant principalement des parlements nationaux sera mise en place pour décider démocratiquement des questions budgétaires et fiscales au sein de la zone, et notamment de la création d'un budget commun ou encore de la mutualisation des dettes des Etats.

Personne en Europe ne se satisfait de la situation actuelle, où certains pays, comme l'Italie, dépensent plus pour payer les intérêts de leur dette que pour financer les universités.

« Le revenu universel augmentera le salaire net reçu par tous les actifs gagnant jusqu'à 1,9 smic »

Face aux populistes d'extrême droite qui prônent la sortie de l'Union, Benoît Hamon veut au contraire renforcer la construction européenne en la démocratisant.

En ce qui concerne le marché du travail, quelles seront vos priorités ?

Nous devons tirer parti des innovations du XXI^e siècle sans pour autant accepter une ubérisation du monde, qui serait synonyme de précarisation. Le revenu universel

proposé par Benoît Hamon permettra de mieux faire face au fractionnement des carrières. Il devrait aussi libérer un certain nombre d'emplois, dont ceux des étudiants qui sont aujourd'hui obligés de travailler pour financer leurs études. Nous donnerons aussi plus de poids aux salariés et aux syndicats dans les décisions prises au sein des entreprises, avec notamment une moitié de représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Enfin, nous abrogerons la loi travail, à l'exception du compte pénibilité et du compte personnel d'activité, qui sont des acquis sociaux majeurs.

Comment comptez-vous améliorer la compétitivité des entreprises françaises ?

Notre déficit de compétitivité n'est pas lié à une faible productivité des travailleurs français, bien au contraire, mais au poids trop important de la protection sociale sur les salaires. La contribution sociale sur les robots que nous voulons instaurer permettra de transférer une partie de ce poids sur les machines, qui créent du chômage sans participer au financement de la protection sociale. Cette taxe ne s'appliquera cependant qu'aux entreprises qui licencient lorsqu'elles font appel à des robots. Pour maintenir le niveau de productivité des travailleurs français et réduire le chômage en dessous de 6 % d'ici à 2022, nous investissons massivement dans la formation. Nous attribuerons en particulier à chaque adulte un droit à se former pendant un an au cours de sa vie. ■

Propos recueillis par G. D. et A. M.

► çois Fillon promet simplement de « renforcer la cohérence de la lutte contre les discriminations par la mise en place d'un pilotage national ». Emmanuel Macron veut en faire une « priorité nationale » et développer les contrôles

surprises en matière d'emploi ou de logement, mais sans plus de précisions.

Concernant la politique de la ville, enfin, le manque d'imagination est au pouvoir ^[1]. De Fillon à Hamon, on prône la poursuite de

la rénovation urbaine engagée depuis 2004, voire son amplification (10 milliards de budget chez Hamon et Macron), bien que cette politique n'ait jamais fait l'objet d'une véritable évaluation. Pas d'étincelles non plus en matière d'aide à l'emploi et

🗨️ S'attaquer à la triple urgence écologique, sociale et démocratique 🗨️



Jacques Généreux, en charge de l'économie auprès de Jean-Luc Mélenchon et auteur de *Les bonnes raisons de voter Mélenchon**.

Comment qualifieriez-vous le programme de Jean-Luc Mélenchon ?

C'est le seul programme qui permet de s'attaquer à la triple urgence écologique, sociale et démocratique qui s'impose à nous. Le système actuel, basé sur une double obsession de compétitivité mondiale et de rentabilité financière, confond les finalités politiques et les instruments économiques (hausse de la compétitivité, réduction des dépenses publiques). La finalité du quinquennat de Jean-Luc Mélenchon, s'il est élu, consistera au contraire à livrer une planète viable à nos enfants, à créer une société humaine solidaire et à renouer avec une logique de paix et de coopération en Europe.

Comment prévoyez-vous de financer les hausses de dépenses significatives prévues par la France Insoumise ?

L'activité et l'emploi se sont effondrés depuis huit ans. Cela ne vient ni des « rigidités » du marché du travail ni d'une sous-compétitivité française, mais uniquement des politiques de rigueur qui ont mis toute l'Union européenne en panne. Nous engagerons un plan de relance par l'investissement de 100 milliards d'euros. La moitié sera destinée à la transition écologique (rénovation thermique des logements et énergies renouvelables). 45 milliards d'euros

répondront à l'urgence sociale (200 000 logements publics, 350 000 places en crèche, 50 000 places en Ehpad) et les 5 milliards restants seront consacrés aux services publics. Ce plan est financé par emprunt, comme il convient pour des investissements qui créent des actifs réels et engendrent des recettes futures.

Par ailleurs, le reste de notre programme relève les dépenses publiques annuelles de 173 milliards. Celles-ci sont financées à la fois par des réformes fiscales mettant plus à contribution les très hauts revenus et les grosses fortunes (33 milliards d'euros), par la suppression des niches fiscales et sociales inutiles, notamment celles du Cice et du pacte de responsabilité (40 milliards) – dont on sait qu'ils n'ont entraîné ni un recul du chômage ni un boom des exportations – et la lutte contre la fraude fiscale et sociale (20 milliards). Enfin, notre politique relance l'activité (2,2 % de croissance moyenne sur cinq ans) et fait reculer le chômage sous la barre des 7 %, et cela induit une hausse des recettes publiques d'environ 60 milliards par an.

La relance creusera momentanément les déficits – nous nous affranchirons des normes budgétaires imbéciles imposées par les traités européens –, mais en 2022, elle ramène le déficit budgétaire à 2,7 % du PIB et la dette publique à 87 %.

Sur le plan européen justement, pensez-vous être en mesure de négocier avec les Allemands ?

Dans la zone euro, les pays sont privés du libre usage de tous les instruments d'une politique macroéconomique ; ils sont impuissants face aux crises et condamnés à une course au moins-disant social pour gagner des parts de marché au détriment les uns des autres. Ce système est écono-

miquement et politiquement insoutenable. Pour éviter un effondrement prévisible, nous contraindrons nos partenaires européens à négocier une refondation des traités pour renouer avec une logique de coopération et des règles économiques rationnelles (plan A). La négociation aura forcément lieu, car nous les préviendrons que, de toute façon, si les négociations n'avancent pas, la France cessera unilatéralement d'appliquer les traités pour mettre en œuvre sa politique (plan B). Et personne ne cherchera à pousser la France dehors, car sans nous, il n'y a plus d'Union européenne.

Ce que nous proposerons n'est pas à prendre ou à laisser. Nous sommes prêts à donner du temps au temps si la direction coopérative est claire. Nous ne visons absolument pas une Europe française, mais nous voulons amener l'Allemagne à redevenir plus européenne.

Concernant le marché du travail, quelles seraient les priorités de Jean-Luc Mélenchon, s'il était élu ?

Les politiques actuelles s'appuient sur un prétendu lien entre les normes de licenciement ou la baisse du coût du travail, d'une part, et le niveau d'emploi, d'autre part. Statistiquement, ce lien n'a aucune existence. Plutôt que de suivre une stratégie déflationniste de compétitivité par la baisse des coûts, les entreprises françaises devraient viser une compétitivité basée sur la qualité et l'innovation. Pour cette raison, Jean-Luc Mélenchon propose d'investir massivement dans la formation, afin que les Français puissent occuper les emplois d'avenir à haute technologie, ainsi que dans la recherche et l'innovation technologique.

■ Propos recueillis par Guillaume Duval et Aude Martin

*Les Liens qui libèrent, mars 2017.

à l'activité économique, à l'instar d'un Emmanuel Macron relançant les emplois francs (prime de 15 000 euros sur trois ans pour tout recrutement d'un jeune issu des quartiers prioritaires) pourtant expérimentés entre 2013 et

2015 (bilan : 250 embauches). Pour les banlieues, le changement, ce n'est toujours pas maintenant... ■ Xavier Molénat

[1] Les propositions de la France Insoumise sur les quartiers populaires n'avaient pas encore été publiées au moment où nous bouclions ce numéro.

ENVIRONNEMENT

Vert à gauche, gris à droite

Au chapitre de l'environnement, un critère permet de se forger un avis sur les programmes : la reconnaissance ou non du caractère central de l'enjeu climatique. Et de la nécessité, par conséquent, de concrétiser dès maintenant l'accord de Paris, par lequel la France s'est engagée à neutraliser, d'ici à la seconde moitié du siècle, ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour la plupart des études prospectives, les bénéfices économiques de cette transition en égalisent pratiquement les coûts, voire les surpassent [1]. Cependant, une telle voie appelle des politiques structurelles qui ne sont pas des options. Ainsi, on ne pourra pas décarboner l'économie sans diviser par deux à l'horizon 2050 la demande d'énergie, ce qui passe par des changements dans les usages, comme la voiture mieux partagée ou la massification de la rénovation des logements. De même, il faudra aller beaucoup plus loin dans l'agroécologie si l'on veut faire chuter les émissions du secteur agricole, ce qui aura en retour des effets positifs sur la biodiversité et la santé.

Le Pen fait l'impasse sur l'accord de Paris

C'est donc à cette aune qu'il faut apprécier les programmes électoraux. Celui de Marine Le Pen fait l'impasse sur l'accord de Paris. François Fillon y fait référence, mais de façon accessoire. Aucun objectif chiffré de baisse des émissions ne vient en parti-

culier soutenir cet engagement.

Pour ces deux candidats, le nucléaire reste par ailleurs la voie à privilégier pour produire de l'électricité décarbonée, en dépit des risques non négligeables associés à l'allongement de la vie des centrales et des coûts élevés d'une filière qui ne bénéficie plus d'avantages compétitifs sur les renouvelables. Du côté de la maîtrise des usages de l'énergie, leur programme ne comporte pas non plus de proposition chiffrée. Il en va de même pour des sujets clés tels que la précarité énergétique ou la fiscalité sur le diesel et la qualité de l'air.

Emmanuel Macron reprend quant à lui les objectifs de la loi de 2015 sur la transition énergé-

tique pour les renouvelables (32 % de la demande finale en 2030), le nucléaire (50 % de la production électrique en 2025) ou la fiscalité (porter la taxe carbone à 100 euros la tonne de CO₂ en 2030). Il prévoit de consacrer 15 milliards d'euros sur les 50 de son plan d'investissement pour la transition énergétique. Il veut aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence et atteindre 50 % de bio ou d'alimentation issue des circuits courts dans la restauration collective. Si les actes suivent ces promesses, ce serait une avancée significative. Il reste cependant des trous dans ce programme, en particulier du côté de la maîtrise de la demande d'énergie. « *Nous rénoverons un million de logements mal isolés d'ici à 2022* », indique ainsi Emmanuel Macron. Soit 200 000 par an, donc moins de la moitié de ce que prévoyait la loi de transition énergétique à partir de... 2017.

Le projet de Benoît Hamon, qui a fait alliance avec Europe Écologie-Les Verts, est décevant par rapport à ce que l'on pouvait légitimement en attendre. En effet, en dépit d'objectifs ambitieux (la reprise du scénario de l'Ademe d'un mix électrique 100 % renouvelable en 2050), les propositions restent très imprécises : pas de chiffres sur la trajectoire des émissions (hors secteur électrique), sur le nombre de rénovations annuelles de logements, l'évolution de la fiscalité carbone, l'artificialisation des sols, la baisse de l'utilisation des pesticides...

Scénario négaWatt pour Mélenchon

De son côté, Jean-Luc Mélenchon reprend à son compte les objectifs du scénario négaWatt visant 100 % d'énergies renouvelables dès 2050 [2]. Son programme déroule des mesures plutôt cohérentes par rapport à cet objectif général. Entre autres, un plan de 20 milliards d'euros pour la rénovation thermique de 700 000 logements par an, l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, le retour de feu l'écotaxe ▶



Benoît Hamon comme Jean-Luc Mélenchon visent le 100 % énergies renouvelables en 2050.

► poids lourds... De fait, même si on peut lui reprocher de négliger un peu trop la dimension européenne de la transition, le candidat de la France insoumise est celui qui s'est le mieux prêté à l'exercice

consistant à traduire l'accord de Paris en propositions politiques articulées. ■ Antoine de Ravignan

[1] « Transition énergétique: la France dérape », *Alternatives Economiques*, hors-série n° III, février 2017.
[2] « Zéro émission en 2050 : qu'est-ce qu'on attend? », *Alternatives Economiques* n° 365, février 2017.

EUROPE

Bras de fer ou opération persuasion ?

Angela Merkel.
L'Allemagne est l'interlocuteur incontournable pour réformer la zone euro.



Peter Kovalev - AFP

Aucun doute pour plusieurs candidats : il faut se lancer dans un bras de fer avec d'autres Etats membres, l'Allemagne surtout, pour transformer les règles de fonctionnement de l'Union européenne. Quitte à ce que ça casse ? Afin que la France retrouve « la maîtrise de son destin », Marine Le Pen entend engager une « négociation » au sein de l'Union au terme de laquelle les Français décideraient par référendum du maintien ou pas du pays dans l'Union.

Un départ que Jean-Luc Mélenchon n'exclut pas non plus. Il commencerait par proposer aux autres Etats membres une sortie des traités actuels et l'élaboration de nouvelles règles. Le fait qu'en cas de désaccord, la France, deuxième puissance économique de l'Union, menace de partir pourrait faire plier les autres Etats membres. Et si cela ne marchait pas ou que le référendum prévu décide de la sortie de la France ? Paris proposerait d'autres coopérations aux pays intéressés, avec

éventuellement une monnaie commune et non plus unique.

De son côté, Benoît Hamon entend proposer un *deal* à l'Allemagne, mais pour relancer l'Union en la démocratisant davantage, anticipant qu'il en résultera moins d'austérité. Il souhaite doter la zone euro d'une assemblée parlementaire qui aurait autorité pour décider des règles de politique budgétaire, ainsi que des politiques d'harmonisation sociale et fiscale. En revanche, pendant deux ans, la France s'affranchirait légèrement du plafond de 3 % du PIB pour son déficit public.

Emmanuel Macron veut également réformer la zone euro en la dotant d'un budget, d'un Parlement et d'un ministre des Finances. Mais pour convaincre l'Allemagne et les autres Etats membres d'adhérer à ses projets pour l'Europe, il juge que la France doit d'abord être crédible selon les critères actuels de fonctionnement de la zone euro. Et donc mener à bien des « réformes structurelles » et respecter strictement les fameux 3 %.

François Fillon entend donner davantage de poids dans la gestion de l'eurozone aux chefs d'Etat et de gouvernement, au détriment de la Commission. Et faire de l'euro une monnaie de réserve à égalité avec le dollar, mais sans préciser par quels moyens.

Défense : l'Europe ou l'Otan

Toujours en Europe, la place de la France vis-à-vis de l'Otan divise les candidats. Jean-Luc Mélenchon est décidé à quitter cette

organisation, ce qui priverait a priori la France de l'aide militaire éventuelle d'autres membres tels les Etats-Unis. Et la contraindrait soit à accroître nettement son budget de défense, soit à renoncer à des opérations extérieures. Comme lui, Marine Le Pen prévoit que la France fabrique elle-même les armements dont sont équipées ses troupes, ce qui serait problématique pour les groupes européens de défense. En revanche, elle ne prône pas la sortie de l'Otan, mais seulement le retrait de la France de son commandement intégré, c'est-à-dire le retour à la situation qui prévalait avant 2009.

A l'inverse, Emmanuel Macron et François Fillon entendent maintenir la place actuelle de la France dans l'Otan. En revanche, autant le premier met en avant la menace que fait peser la nouvelle attitude de la Russie, autant le deuxième refuse que des sanctions soient prises au niveau de l'Union contre Moscou, « *allié historique de la France* ».

Emmanuel Macron comme Benoît Hamon soulignent la nécessité de relancer le projet d'une Europe de Défense, dans laquelle l'Allemagne jouerait un rôle central, mais sans préciser comment cela s'harmoniserait avec le rôle de l'Otan, considérée par de nombreux pays européens comme leur premier protecteur. Ni quelle serait l'appétence dans l'opinion allemande pour un tel engagement. Côté budget, le candidat d'En Marche ! veut porter les dépenses de défense à 2 % du PIB (contre 1,78 % actuellement) en 2025.

François Fillon prévoit une augmentation identique à terme, alors que Marine Le Pen entend le faire dès la première année de son mandat et fixer un cap de 3 % à l'horizon 2022. Benoît Hamon souhaite exclure les sommes consacrées à la défense du calcul du déficit budgétaire pour la part d'entre elles qui excède la dépense moyenne des Etats européens. ■ Yann Mens